

Luxembourg, le 3 février 2021

Lettre ouverte de Caritas Luxembourg sur la situation inquiétante de la minorité ouïghoure

Le soutien des populations défavorisées et le respect de la dignité humaine sont au cœur du travail de Caritas Luxembourg et ce, tant au Luxembourg qu'au niveau international. Les conditions de travail, notamment les différentes formes de travail forcé et l'exploitation des personnes vulnérables, étant des sujets-clés de la coopération internationale, nous sommes très inquiets quant aux exactions commises à l'encontre de la minorité ouïghoure résidant à l'Ouest de la Chine.

Selon les recherches de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI), 82 marques¹ du secteur automobile, informatique, textile et du commerce en ligne profitent directement ou indirectement du travail forcé et de l'exploitation du peuple ouïghour. Plusieurs de ces marques sont présentes au Luxembourg où ainsi des produits issus de travail forcé sont importés et vendus.

Dans la région qui constitue l'actuel Xinjiang, le gouvernement chinois serait en train de commettre de graves violations des droits humains ciblant la population ouïghoure, ethnie turcophone et de religion musulmane installée en Asie centrale depuis plus d'un millénaire. Ces abus consistent en la détention arbitraire d'au moins 1 million de personnes dans des camps de « rééducation »², des assassinats ciblés, des stérilisations forcées³ et le transfert organisé et systématique des Ouïghours vers d'autres régions de la Chine où ils travailleraient dans des usines sous des conditions dont tout indique qu'il s'agit de travail forcé.⁴ Les experts des droits humains des Nations Unies se sont inquiétés du fait que « ces 'centres', en raison de leur caractère coercitif, constituent des centres de détention »⁵ et ont pris note de « l'augmentation des pratiques de détention arbitraire, des disparitions forcées, de l'absence de contrôle judiciaire et des garanties et restrictions procédurales des...[libertés fondamentales] dans un environnement de plus en plus sécurisé, en particulier pour les minorités désignées, notamment les Ouïghours [...] »⁶. En 2020, des rapports ont révélé que le travail forcé des

1 Vicky Xiuzhong Xu, Danielle Cave, James Leibold, Kelsey Munro et Nathan Ruser, « Uyghurs for Sale : 'Reeducation', forced labour and surveillance beyond Xinjiang », Australian Strategic Policy Institute, 1er mars 2020, <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>

2 Adrian Zenz, z, « Wash Brains, Cleanse Hearts » : Preuves tirées de documents du gouvernement chinois sur la nature et l'étendue de la campagne d'internement extrajudiciaire du Xinjiang. Journal of Political Risk, 7(11), novembre 2019, <http://www.jpolarisk.com/wash-brains-cleanse-hearts/>

3 Adrian Zenz, « Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control : The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang », juin 2020, <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27June.pdf>

4 Vicky Xiuzhong Xu, Danielle Cave, James Leibold, Kelsey Munro et Nathan Ruser, « Uyghurs for Sale: 'Reeducation', forced labour and surveillance beyond Xinjiang », Australian Strategic Policy Institute, 1er mars 2020, <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>

5 Déclaration des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail des Nations unies, 12 novembre 2018, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=24182>

6 Déclaration des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail des Nations unies, 1er novembre 2019,

Ouïghours a été étendu au-delà du Xinjiang, avec au moins 80 000 Ouïghours transférés dans des usines à travers la Chine où ils sont retenus sous surveillance constante et doivent suivre une « formation idéologique » pour renier leur religion et leur culture.⁷

En décembre 2020, les Etats-Unis ont interdit l'importation du coton et des tomates venant de la région Xinjiang⁸. En janvier 2021, le ministre des affaires étrangères Dominic Raab a déclaré, que le Royaume-Uni avait le « devoir moral » de prendre des mesures visant à interdire les importations et exportations liées au travail forcé des Ouïghours. Le moment serait venu pour le Luxembourg, candidat au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour 2022-2024, de prendre position par rapport aux violations des droits humains. Compte tenu des engagements pris dans le Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, la question se pose si la continuation de l'importation de produits issus de travail forcé ne représenterait pas une incohérence à ces engagements pris. Les citoyens ont le droit de savoir s'ils achètent des produits issus du travail forcé et de toute autre pratique qui porte atteinte à la dignité humaine. Il est temps que le Luxembourg fasse suivre ses paroles par des actes.

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=24845>

⁷ Vicky Xiuzhong Xu, Danielle Cave, James Leibold, Kelsey Munro et Nathan Ruser, « Uyghurs for Sale : 'Reeducation', forced labour and surveillance beyond Xinjiang », Australian Strategic Policy Institute, 1er mars 2020, <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>

⁸ Reuters « US bans imports of all cotton, tomato products from China's Xinjiang region », 13 janvier 2021, <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-xinjiang-idUSKBN29I2KO>